



Un parti de principes

Chapitre 2. Un parti de principes

Table des matières

Introduction 43

1. Le marxisme 46

1.1. La compréhension de l'univers, du monde et de l'humanité 47

1.2. La compréhension de l'histoire 47

1.3. La compréhension de la lutte entre les classes 48

1.4. La compréhension de l'économie 49

1.5. La compréhension des expériences du socialisme 50

2. La population travailleuse porte l'avenir en elle 53

3. Une société sans exploitation 55

3.1. Économie 56

3.2. État et politique 57

3.3. Éthique 59

4. Action sociale, réformes et changements fondamentaux 60

5. Un parti communiste contemporain 63

6. Un parti internationaliste 66

7. Mesures pratiques 67

Introduction

Ce chapitre traite de nos principes. Nos principes politiques, idéologiques et organisationnels. Le chapitre suivant traite de notre souplesse, de notre attitude d'ouverture et de notre capacité d'être tactique. Il y a un lien entre les deux chapitres. Un corps a besoin de bras et de jambes souples, mais également d'une colonne vertébrale robuste. Sans cette colonne vertébrale, la souplesse devient la souplesse d'une poupée de chiffon.

Qu'est-ce que c'est cette *colonne vertébrale* du parti ?

1. Nous sommes à même d'établir un lien entre les grands problèmes de notre temps – pauvreté, chômage et stress, faim, pénurie d'eau potable, guerre, épuisement de la terre... – à partir d'une *analyse marxiste* cohérente et globale.

2. Mais il ne suffit pas d'établir ce lien. Il s'agit de donner une réponse globale. Une *société socialiste* offre des garanties de progrès social durable, de participation du peuple, de paix et de protection de la nature. Tel est le but que nous poursuivons.

3. Pour atteindre ce but, le parti s'appuie sur un certain nombre de *principes idéologiques et organisationnels*.

Ces trois points déterminent notre *identité* en tant que parti. Ils nous distinguent des partis traditionnels. Ils font la solidité et le dynamisme du parti. Les partis qui « oublient » leurs principes s'effritent. On ne peut être « un peu plus » ferme sur les principes ni « un peu moins » ferme sur les principes. En tant que parti, on est ferme sur les principes ou on ne l'est pas.

Certains camarades disent que le principal objectif pour le parti est d'intervenir de façon plus ouverte, plus souple et plus tactique. C'est une erreur. Le principal objectif du parti c'est

d'être ferme sur les principes *et* d'être souple. Les deux, et en même temps. Celui qui dissocie des principes la nécessité d'être souple, ouvert et tactique va bien vite plier sous la pression du capital.

Ce danger n'est pas neuf. L'histoire enseigne que l'abandon des principes au nom de la tactique et de la souplesse peut aller très vite. C'est en 1885 qu'a été fondé le Parti ouvrier belge, ancêtre de l'actuel PS. Le POB a délaissé assez rapidement un certain nombre de principes socialistes – surtout à partir de sa première victoire électorale en 1894. Il vaut la peine, aujourd'hui, d'examiner ce processus d'un peu plus près.

Très vite, il y eut une très grande *aversion pour le débat de fond et pour la théorie socialiste*. « Seul ce qui est direct m'intéresse », déclarait le dirigeant Anseele. Il s'adaptait aux événements du jour, voulait définir son attitude au cas par cas. Les propriétés caractéristiques du système capitaliste, les objectifs du socialisme, les intérêts à long terme de la classe ouvrière... tout cela fut bien vite « oublié » et sacrifié au profit des avantages réels ou supposés du moment.

Malgré les statuts, le pouvoir au sein de ce parti glissa vers les parlementaires du parti au détriment de la direction élue, le Conseil général³⁷. Les élus au parlement *se plaçaient au-dessus de la direction du parti*. Ils commencèrent à travailler en fonction de la vie parlementaire ou en fonction d'eux-mêmes et non plus au service de l'ensemble.

Le parti se transforma en *parti de la légalité parlementaire* au lieu d'être un parti de la lutte des classes. Le parti finit par avoir peur du mouvement ouvrier. Il l'encouragea au calme. Il fit « atterrir » les grandes grèves de 1902 et 1913 sans que rien n'eût été atteint. Le mouvement ouvrier fut de plus en plus considéré

comme un grand potentiel électoral et non plus comme la force en état de réaliser un renversement socialiste.

La *vision sur l'avenir* de la société et sur le socialisme *s'évapore*. La logique du parti devint : « Ne pas ramer contre le courant actuel, car cela nous coûtera des voix. » Le droit de vote des femmes fut rejeté parce qu'il n'était « pas populaire ». Et quand l'ouvrière du textile Emilie Claeys continua à se battre pour ce droit, elle fut exclue du parti.

Le POB développa la théorie selon laquelle une majorité parlementaire allait conduire notre pays au socialisme. Progressivement, il allait prendre en main les rênes de la société par la voie parlementaire. En fait, avec cette théorie, le POB limitait à des réformes la lutte et l'action du parti. Il empêcha que le mouvement ouvrier se développe, s'approfondisse et élargisse ses objectifs. Il tomba dans l'étroitesse réformiste. On se détournait de ce que Marx avait écrit : qu'un bouleversement, une révolution est nécessaire pour mettre un terme à la domination du capital.

Au fur et à mesure que le POB abandonnait les principes socialistes, il abandonna également *le soutien à la lutte anticoloniale*. À partir de 1900, le POB se mit à parler d'une « politique coloniale positive ». En compagnie des dirigeants des grandes sociétés, la Société Générale, l'Union Minière, etc., la direction du POB préconisa le transfert du Congo, propriété privée de Léopold II, à l'État belge et, ce faisant, laissa tomber le droit à l'autodétermination du peuple congolais.

Lorsque la Première Guerre mondiale menaça, la direction du parti choisit la guerre contre la paix. Elle prit parti contre l'internationalisme et opta pour une alliance avec *sa* propre bourgeoisie³⁸. La guerre, connue chez nous par ses tranchées, était une guerre de redistribution des colonies et des sphères d'influence.

Sans la moindre hésitation, le parti vota les crédits de guerre. Émile Vandervelde, le président du parti, qualifia la guerre de « guerre sainte pour la justice, la liberté et la civilisation ». Cette guerre allait faire plus de dix millions de morts.

Ces quelques leçons de l'histoire du POB sont particulièrement instructives. Elles mettent en évidence des dangers qui existent toujours aujourd'hui. Un membre de notre parti, qui fut actif durant des années au sein du Parti communiste, le confirme : « J'ai vécu cette discussion en son temps au sein du PC, entre autres en tant que rédacteur en chef du *Rode Vaan*³⁹. La tendance à se profiler sans fin comme un "parti souple" pour finir plus tard comme un "club sans aucun principe" a ruiné le parti. »

1. Le marxisme

Les questions du travailleur intérimaire quant à son avenir. La colère du postier à propos des tournées surchargées. Les problèmes familiaux à cause des horaires impossibles et de la flexibilité. La solitude du pensionné dans une maison de repos. L'agressivité comme conséquence du stress et de l'incertitude. La crainte des parents que leur enfant ne puisse être inscrit dans une école.

Tant de questions et de problèmes ! Mais il existe un lien entre tous. Et la réponse à ces questions s'appuie sur une vision cohérente de l'être humain et de la société, sur une conception du monde. La conception du monde du PTB s'appelle le *marxisme*. Ses fondements ont été posés par Karl Marx, Friedrich Engels et Vladimir Lénine. Le marxisme consiste en *cinq grands éléments* qui, ensemble, forment un tout cohérent et harmonieux.

1.1. La compréhension de l'univers, du monde et de l'humanité

Nous recherchons une attitude objective et rationnelle. Nous partons des développements actuels de la science⁴⁰. Nous essayons de comprendre la nature, l'homme et la société tels qu'ils « sont ». Nous ne cherchons aucune explication se situant en dehors de la réalité.

La nature, l'homme et la société sont en changement et en développement continuel. Le monde bouge. Le mouvement est le résultat de la connexion dynamique de tous les éléments, de leurs relations et contradictions mutuelles. Il s'agit d'un processus permanent consistant à abandonner un certain état pour entrer dans un autre⁴¹. Nous examinons les choses dans leur interdépendance, dans leur contexte. La partie est partie d'un tout. Isoler les parties de l'ensemble donne une image déformée.

Cette philosophie s'appelle le *matérialisme dialectique*.

1.2. La compréhension de l'histoire

Pour vivre, les gens doivent manger, boire, se vêtir, se loger. Ils doivent « produire ». Cette production, et plus précisément les rapports sociaux dans la production, constituent la base de la société.

Si on voulait exposer en cent pages la vie de l'homme moderne, nonante pages décriraient une société communautaire, dix pages porteraient sur une société d'exploitation de l'homme par l'homme, dont les dix dernières lignes sur le capitalisme. Et cela n'est pas la fin de l'histoire. Pendant plus de 100 000 ans,

les humains ont vécu en communauté de chasseurs-cueilleurs dans une économie primitive⁴². Le développement de nouvelles techniques, voici moins de 10 000 ans, y amena des changements⁴³. Désormais, l'homme pouvait produire plus qu'une simple réserve pour pallier les mauvaises récoltes et saisons. Apparut alors la possibilité pour certains groupes de s'approprier systématiquement le surplus des autres. Le caractère égalitaire disparut, la société commença à se scinder en classes, en exploités et en exploités. L'enrôlement d'hommes armés, l'investissement dans de nouvelles techniques, la promulgation de lois, bref, un État était devenu nécessaire afin de contrôler le surplus. L'État ne naquit pas comme un organe neutre entourant la société, mais comme un instrument de pouvoir de la classe possédante.

L'économie constitue le fondement, l'infrastructure de la société. Les institutions politiques et idéologiques constituent l'étage supérieur, la superstructure. Les développements scientifiques et techniques et la lutte entre les classes constituent les forces motrices de l'histoire du monde. Cette conception de l'histoire est appelée le *matérialisme historique*.

1.3. La compréhension de la lutte entre les classes

Dans les sociétés esclavagistes et, plus tard, dans les sociétés féodales ainsi que dans la société capitaliste, un petit groupe s'est chaque fois approprié le surplus. Les sociétés évoluent, rien n'est établi pour toujours. Une forme de société peut se muer en une autre en relativement peu de temps : quand la forme ancienne de société est devenue un frein intenable à l'évolution de la science et de la technique et aux possibilités de production. Les tensions

entre les classes deviennent telles que les rapports sociaux doivent changer. On parle alors de révolution. Ainsi, entre les années 1750 et 1850 en Europe continentale, la société féodale est passée à une société capitaliste. La bourgeoisie a retiré les commandes des mains de la noblesse. En d'autres termes, ce sont les gens qui font l'histoire.

Dans la nouvelle société bourgeoise naquirent de nouvelles classes. La grande industrie fit naître la classe ouvrière. Marx et Engels apportèrent à cette jeune classe la compréhension de ce qu'un grand changement social ne pouvait être l'œuvre que de la classe ouvrière elle-même. Non, le socialisme n'était pas une chimère de rêveurs, mais le résultat nécessaire des développements dans la société moderne. Marx et Engels ont installé la science en lieu et place des chimères. À la classe ouvrière encore jeune, ils enseignèrent la connaissance de soi et la conscience de soi : les changements sociaux étaient réalisés par des travailleurs en chair et en os, par les ouvriers et leurs milliers de chefs de file et représentants actifs sur les lieux de travail durant les jours de lutte, mais également durant les jours plus difficiles.

Cette lutte des classes est une lutte politique, une lutte pour le pouvoir dans la société. Non pas pour reprendre ce qui existe déjà, mais pour fonder un nouvel État, une nouvelle société et en démanteler les anciennes formes.

1.4. La compréhension de l'économie

Une classe produit la richesse, l'autre se l'approprie : telle est l'exploitation. Dans la société capitaliste, cela se fait par la plus-value. Le travailleur vend sa force de travail à l'entrepreneur. Pour son travail, il est rémunéré par un salaire dont il a besoin pour son

entretien, sa formation, sa santé, son logement... Mais le travail de l'ouvrier a plus de valeur que son salaire. Cette plus-value, l'entrepreneur se la met en poche et c'est de là qu'il tire son bénéfice. Dans le système capitaliste, tout entrepreneur doit se mettre en quête du profit maximal. Sinon, il succombe inmanquablement sous le poids de la concurrence. C'est pourquoi il exige un travail plus intense, plus flexible, ne cesse d'opérer des restructurations, recherche les matières premières au prix le plus bas possible, veut des journées de travail plus longues et des zones de débouchés – ou marchés – les plus vastes qui soient. Alors que la production augmente, le pouvoir d'achat réel de la population laborieuse baisse. Apparaissent alors des crises de surproduction.

Cette doctrine économique, nous l'appelons *l'économie politique* du marxisme.

1.5. La compréhension des expériences du socialisme

Les efforts en vue de réaliser un monde autre que le monde capitaliste ne sont pas neufs. C'est pourquoi il est absurde de faire table rase des expériences de lutte et de socialisme du passé.

Les pays socialistes ont dû se construire dans des circonstances particulièrement difficiles et souvent à partir de rapports sociaux arriérés et féodaux⁴⁴. Ils ont fourni d'énormes efforts pour développer les forces productives, sans exploitation coloniale. Ils ont éliminé le chômage et instauré les législations du travail les plus progressistes. Ils ont mis sur pied des campagnes d'alphabétisation à grande échelle⁴⁵, réalisé le droit à l'enseignement, de même que l'égalité des droits pour les femmes⁴⁶. Ils ont fondé les premiers services nationaux de santé et fait de la santé un droit⁴⁷.

Le socialisme a dû se construire en conflit permanent avec un capitalisme répandu dans le monde entier. Et cela l'a marqué. Dès le tout premier jour de son existence, la jeune Union soviétique fut confrontée à l'interventionnisme, au blocus économique, à l'encerclement politique et militaire, à la subversion, au sabotage et à la désinformation. La jeune Union soviétique a dû repousser une guerre d'intervention et, par la suite, elle a fourni une contribution déterminante à la défaite du fascisme hitlérien⁴⁸. Cela a coûté énormément de forces et d'énergie, lesquelles n'ont pu être investies dans d'autres domaines.

Dans de telles circonstances, la construction d'une société socialiste a toujours été un processus. En Europe, le système capitaliste a eu besoin de plus de deux cents ans – et de beaucoup de violence – pour se réaliser. Le socialisme aura également besoin de temps. Il n'existe pas de recettes toutes prêtes pour la construction d'une nouvelle société. C'est un long processus historique, avec des hauts et des bas. Avec de belles réalisations, mais aussi avec de sérieuses erreurs.

La contre-révolution de velours, qui est venue à bout du socialisme en Union soviétique et dans les pays de l'Europe de l'Est, a eu des conséquences dramatiques. Cela aussi, c'est une leçon de l'histoire. Une grande partie de la production industrielle et agricole a été anéantie. Les habitants des anciens pays socialistes ont vu leur niveau de vie baisser considérablement⁴⁹. Mafia, prostitution infantine, alcoolisme, trafic d'organes, corruption massive et nationalisme extrême ont connu une montée en flèche. Pour l'Europe occidentale aussi, la situation a changé. Une fois le bastion socialiste démantelé, une attaque a été lancée contre les acquis sociaux et politiques. Les rapports de forces internationaux ont changé. Les États-Unis, en tant que superpuissance

désormais unique, ont entamé une nouvelle marche agressive à la conquête du monde.

Deux dangers dans l'attitude vis-à-vis de la théorie marxiste :

La compréhension requiert de l'étude. Connaître et comprendre le marxisme ne tombe pas du ciel. L'étude doit se faire à fond, et non pas superficiellement. Le premier danger réside dans la *sous-estimation de l'étude ou de l'importance de la théorie*. Certains ont tendance à parler tout de suite de résolutions pratiques et de passer par-dessus l'analyse et la discussion de fond. C'est une erreur. La théorie est importante pour l'établissement des principes, de la stratégie, de la politique et de la tactique. Ce n'est que par une analyse correcte que, selon les circonstances, nous sommes en mesure d'avancer les mots d'ordre, les formes d'organisation et les propositions d'action corrects.

D'autres ont tendance à se limiter à mener la discussion théorique et analytique, sans la transformer en une orientation politique et tactique vers la pratique. C'est le second danger : *la séparation de l'étude et de la pratique*. L'étude sert à améliorer la pratique. Et la pratique posera de nouveaux problèmes, qui réclameront de nouvelles réponses. Le marxisme est une science vivante. Il est perpétuellement en mouvement. Ce n'est pas une collection d'un certain nombre de formules. Ce n'est pas un livre de cuisine : tant de grammes de ceci, tant de grammes de cela... Il s'agit de connaître la théorie sur le bout des doigts et de pouvoir l'appliquer de façon créative dans la situation actuelle. C'est de cette manière également qu'une théorie s'enrichit et acquiert de multiples facettes supplémentaires. Cela vaut pour toute discipline scientifique : c'est la pratique, avec ses très nombreux essais et erreurs, qui la fait progresser. Ceux qui l'oublient tombent dans l'immobilisme et le dogmatisme.

2. La population travailleuse porte l'avenir en elle

La classe ouvrière d'aujourd'hui n'est plus la même que celle d'il y a 150 ou 200 ans⁵⁰.

Elle est devenue *plus internationale*. Elle n'est plus confrontée à des entreprises nationales qui luttent pour le marché national, mais à des entreprises transnationales, les « multinationales » qui, selon un processus de production à l'échelle du monde, luttent pour le marché mondial⁵¹. Par exemple, Ford Motors Company compte plus de 350 000 travailleurs dans 96 pays différents, sans compter les entreprises de sous-traitance.

La classe ouvrière connaît une *intégration croissante du travail intellectuel et manuel*. Ces dernières années, ce sont surtout les technologies de l'information, de la communication et des transports qui ont connu un développement fulgurant. Le processus de production exige davantage de connaissances technologiques. Cela signifie que, dans de nombreux secteurs, la distinction entre ouvriers et employés est devenue totalement arbitraire : tous les travailleurs sont incorporés dans la production.

La classe ouvrière est plus *éparpillée*. Les grandes entreprises comptant des dizaines de milliers de travailleurs ont fait place à de grands systèmes productifs. Cela s'est fait par la sous-traitance, l'« externalisation ». Autour des grandes entreprises sont nées des dizaines d'entreprises de fournitures, de sous-traitance, des agences d'intérim et de petites entreprises de pseudo-indépendants. La tradition syndicale et l'esprit collectif dans les secteurs combatifs sont ainsi mis sous pression.

La classe ouvrière s'est également *diversifiée*. Dans les services publics, plus de la moitié des gens travaillent maintenant comme contractuels. Plusieurs services publics ont été rendus

autonomes ou ont été privatisés ; on y a repris les méthodes de management privé et les conditions de travail y sont devenues plus dures. C'est le cas pour le personnel infirmier des hôpitaux, les postiers et postières, le personnel enseignant, certains fonctionnaires...

Nous avons une vision globale de la classe ouvrière. *Une vision qui unifie*, et non qui divise. Qu'il s'agisse de la lutte des sidérurgistes des Forges de Clabecq, de la colère blanche dans le secteur des soins de santé, du mouvement des enseignants, des actions des chômeurs ou dans les chaînes de restaurants et le secteur bancaire, il s'agit d'une seule classe de travailleurs qui tous travaillent pour un salaire. Cela concerne dans notre pays quelque quatre millions de personnes et les familles qui en dépendent. Devenir un parti des travailleurs signifie en premier lieu que ces personnes doivent se sentir chez elles au sein du parti (voir chapitre 4).

Pour des *raisons stratégiques*, nous consacrons une attention particulière aux grands systèmes productifs et aux secteurs clés de l'économie, aux grandes entreprises avec toutes leurs entreprises de fournitures et de sous-traitance. Ces réseaux de production constituent le noyau de l'économie actuelle, et sont tout indiqués pour l'organisation et la lutte. C'est là que la plupart des gens travaillent. C'est là qu'on est le mieux formé, organisé et discipliné par la production. C'est là qu'il y a une grande connaissance des techniques modernes et du planning de production. C'est là souvent aussi que sont présentes les traditions de lutte. Pour ces raisons, les travailleurs de ces entreprises sont le mieux en mesure d'entraîner les autres couches de la classe ouvrière dans la lutte pour une société sans exploitation.

La classe ouvrière peut donc avoir changé, sa *place dans la société* est pour l'essentiel restée la même. C'est l'importante classe ouvrière qui produit et qui crée la richesse. Et c'est le très petit groupe des grands actionnaires, des rentiers et des grands propriétaires qui fourre cette richesse en poche et qui fait la pluie et le beau temps.

Une nouvelle société peut fonctionner sans la classe des actionnaires, des rentiers et des grands propriétaires. Mais aucune société ne peut fonctionner sans travailleurs. Que la classe ouvrière soit devenue plus internationale, qu'elle ait plus de connaissance des développements scientifiques et techniques, cela la rend plus forte afin de réaliser et de diriger cette nouvelle société. Elle est en état de dominer l'appareil de production, de le socialiser et de le mettre au service de toute la planète. C'est pourquoi elle porte l'avenir en elle.

3. Une société sans exploitation

D'après l'agence alimentaire des Nations unies, la terre est en mesure aujourd'hui de nourrir tous ses habitants et de façon durable. Pourtant, 842 millions de personnes connaissent une sous-alimentation chronique et 2 milliards n'ont aucune sécurité alimentaire. Toutes les 3,6 secondes, un enfant meurt. Éradiquer la faim coûterait 24 milliards de dollars, soit même pas un dixième de ce que coûte la guerre contre l'Irak.

En deux ans, au Venezuela, 1,5 million de personnes ont appris à lire et à écrire avec l'aide d'enseignants cubains et du programme « Yo, si puedo ! » (Oui, je peux y arriver). Pourtant, ce modèle n'a pas été mondialisé. Au contraire, dans le monde en-

tier, des écoles publiques ferment et l'enseignement devient plus cher. Un cinquième des adultes de la planète ne peuvent ni lire ni écrire.

L'informatique et la robotisation sont d'excellents moyens d'alléger le travail, d'avoir une journée de travail moins stressante. Pourtant, c'est le contraire qui se produit : ceux qui travaillent doivent travailler plus dur, de façon plus flexible et plus longtemps.

Le développement d'énergies renouvelables et leur utilisation rationnelle devraient être une priorité pour tous les gouvernements. Il y a un énorme besoin d'argent pour la recherche dans ce domaine. Pourtant, la puissance la plus forte au monde sur le plan technologique, les États-Unis, préfère injecter des milliards de dollars dans une industrie militaire qui menace l'homme et la planète.

La mondialisation actuelle n'apporte aucune solution. Bien au contraire, on assiste à la mondialisation du profit maximal⁵². Elle menace l'homme et la planète. Nous voulons un autre monde, un monde socialiste : sur les plans économique, politique et éthique.

3.1. Économie

Avec les technologies de l'information, les Nations unies ont été en mesure de développer de nouveaux programmes afin de constituer des cartes des besoins de la population mondiale⁵³. Les entreprises transnationales dans les secteurs de l'énergie, de l'alimentation, de la santé, des transports et des communications se sont si fortement développées qu'il est désormais possible de couvrir ces besoins par un planning rationnel. Mais ces grandes

entreprises transnationales sont aux mains du privé et elles doivent fonctionner en fonction du profit maximal. Les entreprises ne ferment pas parce qu'elles font des pertes, mais parce qu'elles ne font pas assez de bénéfiques. Les grosses entreprises pharmaceutiques, par exemple, ne pensent pas aux patients, mais à l'argent. Et elles continueront à agir ainsi tant qu'elles seront aux mains de grands actionnaires et de banques.

Nous voulons *la propriété sociale des grands moyens de production*. Cela signifie que les grandes entreprises, les grandes exploitations agricoles, l'agrobusiness, les moyens de communication et de transport doivent être mis en propriété collective.

Nous voulons *une économie planifiée au service de la communauté et de l'homme tout en restant en équilibre avec la nature*.

La propriété sociale des grands moyens de production unit les diverses entreprises vers un but commun. Elle supprime l'anarchie de la production. Une répartition planifiée des moyens de production et des forces de travail devient possible. La planification se mettra en place par la participation active et réelle de toute la population laborieuse⁵⁴. Elle concerne les questions essentielles et permet le maximum possible de décentralisation, d'autonomie et d'initiative personnelle.

3.2. État et politique

« Si la liberté d'entreprendre se heurte à la liberté de vivre, quelle liberté devons-nous donc limiter ? » Cette phrase figurait dans la revue *The Lancet* à propos des prix usuraires pratiqués par les grandes entreprises pour leurs médicaments contre le cancer.

Ce régime ne sert qu'à protéger « la liberté du profit maximal ». Via une infinité de portes dérobées et de réseaux, les

grandes entreprises exercent une grande influence sur les organismes étatiques et sur les partis politiques traditionnels : par des groupes de pression, par le système dans lequel des hommes politiques se voient attribuer des sièges dans les conseils d'administration et, inversement, des managers reçoivent des postes au sein des bureaux des partis, etc. La classe travailleuse peut sans doute aller voter, mais elle n'a de toute façon rien d'essentiel à dire à propos du travail dans les entreprises, de la vie dans les quartiers, de l'organisation de l'enseignement, des soins aux personnes âgées ou des soins de santé en général.

L'État tient à l'œil la vie de chaque individu. Jamais il n'y a eu autant de possibilités de contrôle sur le peuple : caméras, cartes SIS, cartes électroniques, cartes bancaires, satellites, etc. *Big Brother is watching you*. Les libertés syndicales, la liberté d'expression et la liberté d'organisation sont sous pression. Et l'État tient à sa disposition l'appareil judiciaire et les forces policières afin, si nécessaire, de réprimer et de mater les mouvements de révolte.

Il y a une tout autre vision, bien plus riche, du concept de démocratie. Une vision qui présuppose également un tout autre État. Démocratie, ça veut quand même dire participation du peuple, non ? le peuple au pouvoir ? Cela signifie que les travailleurs ont leur mot à dire sur les choses essentielles de l'organisation de la société, à tous les niveaux : quartier, entreprise, province, pays. Cela signifie également participation à la planification de l'économie, à l'organisation de l'enseignement, du savoir et de la technique. Cela signifie également qu'il y a un nouvel appareil judiciaire et un nouveau maintien de l'ordre qui sont démocratiques. Que les élus travaillent à un salaire normal, qu'ils ont des comptes à rendre et qu'ils sont révocables. Et cela signifie enfin

que l'État socialiste a le droit de se défendre contre l'agression et le travail de sape. Bref, que le pouvoir politique est exercé par les travailleurs. Il s'agit d'une *démocratie socialiste, participative* et d'un *État socialiste*⁵⁵.

3.3. Éthique

Dans notre société, tout, littéralement, est à vendre. Les gens sont testés sur leur capacité à être utilisés, comme pour toute autre marchandise. La froide indifférence du gain déshumanise les relations sociales et crée un environnement dans lequel la vie humaine est considérée surtout comme solitaire et isolée. Les médias sont utilisés comme « moyen de substitution » social et non pour le développement des gens.

La confusion morale, le commerce dans la culture et dans les relations, l'irrationalisme, le succès de l'égoïsme, la dureté des relations entre les gens, l'accoutumance à la guerre et à la violence : telles sont les caractéristiques d'une époque en déclin.

Le monde de demain, avec une économie planifiée, une démocratie participative et un État socialiste, montre déjà aujourd'hui que d'autres « normes et valeurs » sont possibles. Le capitalisme crée l'individualisme, mais le socialisme crée la *solidarité*. Le capitalisme abandonne les gens à leur sort, encourage le « chacun pour soi » et dresse les gens les uns contre les autres. Mais le socialisme s'oriente vers *l'intégration des gens*. Il veut le collectivisme, l'humanisme, l'internationalisme et l'antiracisme. Il veut l'honnêteté, la modestie, la justice et le sens des responsabilités.

C'est pour cela que 38 000 médecins cubains ont proposé leur aide médicale bénévole dans 92 pays. C'est aussi ce que font nos médecins de Médecine pour le Peuple à plus petite

échelle. Dans ce petit miroir, nous voyons déjà la société de demain dont nous rêvons. Il faut influencer positivement les médias de masse, l'enseignement, les comités de quartier, les syndicats et les mouvements de jeunesse pour rendre la société réceptive à des valeurs humaines. Il faut rechercher la victoire de la vérité sur le mensonge, de la solidarité sur l'égoïsme, de la paix sur la guerre, du développement sur le sous-développement, de la culture sur l'analphabétisme, de la vie sur la maladie et la mort.

4. Action sociale, réformes et changements fondamentaux

Allons-nous d'ici peu travailler dix heures par jour et cinquante heures par semaine ? À combien s'élèvera notre pension ?

Dans quelle mesure aurons-nous encore le droit, demain, de faire grève et de dire notre avis ? L'Europe du « libre marché », qui est en fait l'Europe des grands monopoles, menace gravement les droits sociaux et démocratiques.

Le conflit autour de ces droits acquis n'est pas neuf, c'est une lutte des classes permanente. Le mouvement des travailleurs peut présenter d'importants résultats : le droit d'organisation, le droit de grève, le droit de vote, la sécurité sociale, les congés payés, la journée de huit heures..., ces résultats, il les a obtenus en comptant sur ses propres forces : en s'organisant, en se conscientisant, en menant des actions et en créant des rapports de forces favorables. Jamais une amélioration essentielle n'a été simplement concédée sans lutte ou sans pression (parfois internationale). Et, en même temps, un acquis constitue quand même

une concession de l'establishment : « afin d'empêcher quelque chose de pire ». Cela signifie aussi qu'aucun acquis n'est définitif ou total. Ce qui est acquis aujourd'hui peut de nouveau être remis en question le lendemain.

Notre discours n'est pas : « Nous allons résoudre cela pour vous », mais bien « Prenez votre sort en mains. Organisez-vous, mobilisez-vous, conscientisez-vous ! » Notre rôle en tant que parti est celui-ci : aider à sensibiliser, organiser, mobiliser. Ce sont les gens eux-mêmes, au bureau ou à l'école, à l'usine ou dans le quartier, qui passent à l'action pour arracher un changement, important ou modeste. Ces changements concrets sont nécessaires parce qu'ils améliorent les conditions de vie et de travail et, en même temps, la lutte pour ces changements constitue une « école » : pour découvrir la force du collectif, pour apprendre à donner une orientation politique.

Au cours des prochaines années, notre parti sera surtout actif sur cinq terrains : le progrès social, les droits démocratiques, la solidarité internationale, la paix et la protection de l'environnement. Sur aucun de ces terrains les acquis ne seront durables tant que les monopoles capitalistes auront le pouvoir. Mais les divers terrains sur lesquels les gens sont en mouvement convergeront finalement pour former un grand mouvement en vue du changement de société.

Cela ne se fera pas automatiquement. Nous devons y travailler. Les réformistes visent à diviser le mouvement par le biais de concessions et d'aumônes, en menant les gens en bateau, en les démoralisant et en tentant de les détacher de la lutte des classes. Notre parti, par contre, cherche pour le mouvement des mots d'ordre qui aiguïseront la conscientisation. Il propose des formes d'organisation qui agrandiront la portée du mouvement

et lance des propositions d'action qui impliqueront le plus de monde possible dans le mouvement.

Car le monde de demain, le socialisme, ne tombera pas du ciel. Il ne nous sera pas donné en cadeau. Il sera le résultat d'une longue période de conflit entre les deux grands camps ennemis diamétralement opposés : la classe possédante (le capital) et la classe travailleuse, sur plusieurs terrains. Et, finalement, la classe ouvrière aura le pouvoir en main au détriment de la classe possédante. Il s'agit d'un renversement de la société, d'une révolution socialiste.

Aujourd'hui, en Europe, nous sommes encore très éloignés de cette situation. L'histoire nous enseigne que le passage vers une autre société ne sera possible qu'en remplissant deux conditions – dans les grandes lignes.

D'abord, il faut *que les temps soient mûrs*. Quand la classe dirigeante sera profondément divisée et qu'elle *ne pourra plus diriger* comme par le passé. Quand d'importantes parties de la population ne toléreront plus sa domination. Quand le peuple *ne voudra plus* continuer à vivre comme par le passé. Quand le peuple *ne pourra plus* continuer à vivre comme avant et qu'il se mettra en mouvement. Massivement. Et cela arrive très rarement dans des périodes « paisibles ».

Les temps sont mûrs lors des grandes crises : en temps de guerre, par exemple à la fin de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale en Europe ; ou en cas de banqueroute du système boursier, comme ce fut le cas durant l'hiver 2001 en Argentine⁵⁶.

Il y a encore une seconde condition. Non seulement les temps doivent être mûrs, mais *la classe ouvrière doit être préparée*. Dans une situation de crise importante, elle doit être suffisamment organisée : en syndicats, en comités populaires,

en conseils de quartiers, en organisations de masse (femmes, jeunes, etc.). Et elle doit être suffisamment consciente pour réaliser un tel passage vers le socialisme. La maturité de la classe travailleuse et la force de l'action de masse dépendent pour une part importante des capacités des pionniers, de l'avant-garde, bref, des capacités du parti communiste. Cette deuxième condition, la condition subjective, était très loin d'être remplie dans notre pays, à la fin de la Première et de la Seconde Guerre mondiale.

5. Un parti communiste contemporain

Le PTB n'est pas un parti classique ou traditionnel. Nous nous inscrivons dans un concept de parti de type nouveau. Cela se caractérise par *notre objectif, notre analyse, nos tâches et nos principes de fonctionnement.*

L'objectif. Le parti rassemble tous ceux qui aspirent à une société socialiste. Une société sans exploitation de l'homme par l'homme. Nous nous organisons pour atteindre cet objectif historique.

L'analyse. Le parti nous met en mesure de faire des analyses stratégiques, basées sur une vision marxiste du monde, et de les adapter de façon créative à la situation dans notre pays. L'étude, la discussion et la généralisation des expériences, le dépassement des points de vue unilatéraux et des erreurs, l'aide et la formation : toutes ces choses sont nécessaires. Tout cela n'est possible qu'au sein d'un tout collectif, le parti. Et un collectif permet de transformer efficacement de nouvelles idées en une orientation politique et tactique pour la pratique commune.

Les tâches. Nous nous efforçons de transformer vraiment en lutte, en organisation et en conscientisation les aspirations des travailleurs, à rassembler les meilleures expériences et à les généraliser.

Sensibiliser (conscientiser) : les gens apprennent de toutes sortes de façons. La plupart des gens apprennent surtout en faisant leurs propres expériences. Les expériences les plus instructives sont celles de l'action sociale collective. Pourtant, cela ne suffit pas. La compréhension de la manière dont fonctionne la société dans son histoire et dans son avenir ne s'acquiert pas spontanément. Le parti œuvre en permanence à fusionner le mouvement ouvrier et les idées marxistes. Pour cela, le parti doit être solidement ancré au sein de la population laborieuse. Et il doit voir plus loin que les intérêts immédiats.

Organiser : l'action sociale collective est un moment important dans lequel les gens se mettent ensemble, s'organisent et, souvent, se surpassent. Pour donner à cette expérience un caractère permanent et durable, il est nécessaire d'œuvrer à mettre sur pied des formes d'organisation durables, telles les organisations de masse. Pour rentabiliser l'expérience des gens les plus actifs et continuer à aller de l'avant, il est nécessaire de renforcer sans cesse le parti même. Le parti est la forme la plus élevée d'organisation.

Mobiliser (diriger la lutte des classes) : la lutte est le moteur du changement. Notre parti est un parti qui agit. Nous œuvrons à l'action sociale⁵⁷. L'action sociale est un vaste domaine : elle comprend aussi bien des pétitions, des meetings, des assemblées populaires que des grèves, des occupations et des manifestations, etc. C'est dans la lutte qu'on apprend le plus vite et le plus en profondeur, et cela vaut aussi bien pour d'importants groupes de

personnes que pour les organisateurs les plus actifs. Nous cherchons à découvrir toutes les formes de lutte, à les développer et à leur donner une direction.

Les principes de fonctionnement. La force du parti n'est pas seulement constituée par une unité idéologique, mais aussi par la force collective de tous ses membres. On peut briser un doigt, pas un poing. C'est pour cela que nous appliquons des principes comme l'unité de volonté et d'intervention, de majorité et de minorité et de décisions pratiques qui lient tout un chacun.

Les principes de fonctionnement du parti *sont établis dans les statuts du parti*. Chaque membre de groupe reçoit les statuts et se déclare d'accord que le parti fonctionne selon les statuts.

Le principe d'organisation de base du parti est le *centralisme démocratique*. Cela consiste entre autres dans les principes fondamentaux suivants :

- L'élection de tous les organes de direction, de la base au sommet. Le droit pour toute section du parti, dans les limites de ce qui est prévu dans les statuts du parti, de révoquer le mandat de sa direction élue.
- Il doit y avoir de l'espace pour que toutes les idées puissent s'exprimer, pour faire participer le plus de membres possible au travail collectif, à l'analyse, aux décisions et aux activités des sections du parti.
- Nous prenons des décisions dans un cadre démocratique de débat et de discussion, sur base des propositions rassemblées, des meilleures expériences, du programme politique et de l'analyse marxiste. Nous réglons les divergences de vues de façon correcte. Nous prenons les décisions en consensus ou,

s'il y a vote, à la majorité. La minorité se soumet à la majorité.

- Les décisions des organes de direction et des responsables sont contraignantes pour la totalité de l'organisation. Une fois qu'une chose a été décidée, nous nous y mettons tous ensemble. Cette discipline est nécessaire pour mener à bonne fin les tâches complexes de sensibilisation, organisation, mobilisation, de la politique et de la tactique. Les fractions ou groupes qui s'organisent en fonction d'autres décisions ou d'autres plates-formes politiques ne sont pas admis.
- Les organes de direction ont le devoir de rendre régulièrement des comptes. Ils répondent aux opinions et critiques formulées par les sections du parti en vue d'améliorer le travail du parti. Les décisions sont évaluées en temps opportun. Un bilan est établi. La pratique – quel est le résultat obtenu ? – est la principale pierre de touche du bilan.
- Toute section du parti a un droit de décision et un droit d'initiative sur son propre terrain. Initiatives et décisions sont encouragées dans le cadre des principes statutaires, de la ligne politique du parti et des décisions des organes de direction.

6. Un parti internationaliste

Dès l'instant où la théorie marxiste a gagné du terrain au sein du mouvement des travailleurs, l'internationalisme a été un élément essentiel du mouvement. « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous » en est devenu la devise. L'unité du monde du travail face aux intérêts communs du monde du capital, a reçu un nom : « *l'internationalisme prolétarien* ».

Aujourd'hui, le monde du capital pense et agit de façon plus que jamais internationale. Il se bat pour le contrôle des marchés mondiaux et des matières premières. Sans compter ses sous-traitants, Siemens emploie 426 000 travailleurs dans 78 pays différents. Jamais un si petit nombre de grands actionnaires n'a eu le contrôle des fruits du travail d'un si grand nombre de travailleurs d'autant de pays différents.

La classe ouvrière ne peut réussir qu'en tant que force internationale unie. L'unité internationale des ouvriers est plus importante que leur unité nationale. Il s'agit d'y arriver aussi en pratique. L'internationalisme est une attitude envers le monde. Nous voulons traduire cette attitude dans les orientations et dans les initiatives pratiques du parti.

Le parti fait partie du *mouvement communiste international*.

7. Mesures pratiques

Le 8^e Congrès donne au nouveau Conseil national et à l'ensemble du parti la mission de...

1. ... consacrer au cours de la période à venir une attention particulière à une diffusion plus large de notre vision socialiste de la société.
2. ... créer une Commission de formation du Conseil national, capable d'assurer la formation à tous les niveaux : pour les amis et sympathisants, pour les membres consultatifs, pour les membres de groupe, pour les militants et pour les cadres (voir également le chapitre 4).
3. ... inciter tous les membres du parti à se fixer des objectifs ambitieux pour l'étude. Nous encourageons les (jeunes)

membres à fournir des contributions dans le développement d'une vision marxiste actuelle sur l'un ou l'autre terrain.

4. ... baser toutes les propositions politiques et tactiques sur une analyse de fond. Qu'il n'y ait aucun mépris à l'égard de la théorie. Nous voulons par ailleurs que les discussions théoriques et le débat débouchent sur des propositions susceptibles d'améliorer la pratique à court et plus long terme. Que tout cela soit concrétisé en mots d'ordre, formes d'organisation et modèles d'action.
5. ... travailler plus activement avec notre revue théorique *Études marxistes*. Élaborer un plan pour une diffusion plus large et en vue d'en tirer un meilleur parti. Nous voulons également utiliser de façon optimale le site théorique www.marx.be, de même que le centre Docu Marx à Bruxelles, qui a une place unique dans la diffusion des publications marxistes et progressistes sur toutes sortes de sujets (social, économique, philosophique, scientifique...)
6. ... inclure dans notre portail www.ptb.be des volets « débat de société » et « marxisme ». Une porte vers des analyses en profondeur. Une attention consacrée au marxisme. Une FAQ (foire aux questions) sur le socialisme. Le débat sur le capitalisme et le marxisme. La mobilisation pour les soirées d'information, les formations, l'université marxiste. La publicité pour *Études marxistes*, etc.
7. ... proposer le débat de société dans l'hebdomadaire *Solidaire* aussi.
8. ... publier une brochure simple qui, sur base de notre devise « Les gens d'abord, pas le profit », explique notre vision de société. Le socialisme en 10 questions et 10 réponses. En partant des réels problèmes que rencontrent les travailleurs

aujourd'hui. Et résolument orientée vers l'avenir : le socialisme comme réponse.

9. ... garantir que le travail parmi les travailleurs reste la base du travail du parti. Et au sein de la classe ouvrière, accorder suffisamment d'attention aux secteurs stratégiques de l'économie et aux grands systèmes productifs (voir également chapitre 4).
10. ... faire de l'internationalisme un pilier de l'action du parti et que cela se traduise également dans des initiatives et propositions pratiques. Et que l'ensemble du parti s'inscrive dans l'action du mouvement communiste international.
11. ... inscrire les activités de toutes les sections du parti dans les tâches de sensibilisation (conscientisation), d'organisation et de mobilisation (mener des actions). Que l'ensemble du parti devienne un parti militant, un parti qui agit et qui organise des activités avec les travailleurs.
12. ... faire appliquer la démocratie et la discipline du centralisme démocratique de façon créative par toutes les sections du parti.